



UTILISER LA VOIX ET L'ACTION CITOYENNES POUR L'ACTION CLIMATIQUE ET LA GESTION ENVIRONNEMENTALE

UN GUIDE FONDAMENTAL



Guide de programmation : Etat du document	
Titre	Utiliser la Voix et l'Action Citoyennes (VAC) pour la Gestion Environnementale de l'Action Climatique
Date	Publié en février 2022
Objectif	Ces orientations fondamentales visent à aider le personnel technique et de plaidoyer des bureaux de terrain (FO) à identifier les points d'entrée et les moyens d'utiliser efficacement le modèle de projet Voix et Action Citoyennes (VAC) pour l'action gouvernementale en matière d'action climatique et de gestion environnementale dans les communautés locales.
Quand utiliser?	Conception/refonte du programme technique - lorsque le programme technique comprend la Voix et l'Action Citoyennes ou d'autres approches de plaidoyer au niveau local
Utilisateur(s) principal(aux)	Responsables Techniques, Facilitateur de Développement, FO VAC et Personnel de Plaidoyer
Traductions disponibles	Français et Espagnol
Ce qui a changé dans cette version	Version 1.0
Donnez votre avis sur ce document	Donnez votre avis via ce formulaire https://forms.office.com/r/1NZnGgXHEZ

Écrit par: Donald Mogeni (Organisation des services techniques, OST)

Contributeurs et critiques: Besinati Mpepo (Directeur Technique, Responsabilité Sociale), Yukiko Yamada Morovic (Conseillère Principale, Engagement Externe et Programmation-Moyens de Subsistance), Sarah Onduko-Obiri (Conseillère en Gouvernance et Responsabilité Sociale)

CONTENU

Partie 1. Objectif et Contexte	5
Objectif de ce Guide de Base	5
Contexte	5
Partie 2. Adaptation VAC pour l'Action Climatique et la Gestion Environnementale	5
Voix et Action Citoyennes	5
Aperçu de l'Approche VAC	6
Programmes d'Action pour le Climat et de Gestion de l'Environnement Intégrant l'Utilisation de l'Approche VAC ...	7
Partie 3. VAC pour l'Action Climatique : Considérations d'Intégration	12
VAC Phase 1 : Faciliter l'Engagement des Citoyens	12
Identification des Normes de Surveillance	12
Éducation et Mobilisation Communautaires	14
Établir des Réseaux, des Connexions et des Relations	15
VAC Phase 2: Engagement via le Rassemblement Communautaire	15
VAC Phase 3 : Améliorer les Services et Influencer les Politiques	19
La Base de Données VAC	20
Exemple : Influencer Les Politiques	20
ANNEXES	21
Résumé : Considérations Relatives à l'Intégration de la VAC pour l'Action Climatique et la Gestion de l'Environnement	21

Contenu

- AP** - Programme Régional
- CVA** - Voix et Action Citoyennes
- CSO** - Organisation de la Société Civile
- CSC** - Carte de Pointage Communautaire
- DEO** - Chargé de l'Environnement du District
- FBO** - Organisation Confessionnelle
- FO** - Bureau de Terrain
- FGD** - Groupe de Discussion
- GESI** - Egalité de Genre et Inclusion Sociale
- GoH** - Gouvernement d'Haïti
- IMARA** - Gestion Intégrée des Ressources Naturelles pour la Résilience dans les Terres arides
- IDP** - Personnes déplacées internes
- MS** - Normes de surveillance
- NRM** - Gestion des ressources naturelles
- PARND** - Plan d'Action du pour le Redressement et le Développement National
- PWD** - Personnes handicapées
- SAUTI** - Youth Actions durables unissant la jeunesse tanzanienne et irlandaise
- TSO** - Organisation des Services Techniques
- WV** - Vision Mondiale
- WVT** - World Vision Tanzanie



Objectif de ce Guide de Base¹

Cette publication sert de guide fondamental pour l'adaptation du modèle de projet de responsabilisation sociale et de plaidoyer au niveau local de World Vision (WV) Voix et Action Citoyennes (VAC) pour **l'action climatique et la gestion de l'environnement**. Ce guide fondamental est fondé sur les expériences des bureaux de terrain (FO) de WV, bien que limitées à ce stade (d'ici 2021), et vise à aider les praticiens à identifier les points d'entrée et les approches pour développer les programmes de responsabilité sociale sur l'action climatique. Il tire des leçons des FO qui peuvent être reproduites ailleurs, en fonction des engagements politiques du gouvernement national et des considérations contextuelles.

Contexte

Le changement climatique est un facteur clé de l'extrême pauvreté, des inégalités et de la vulnérabilité des enfants. Il entrave la réalisation des droits fondamentaux des enfants tels qu'ils sont inscrits dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. En outre, il aggrave les inégalités sociales et économiques existantes à la fois au sein des pays et entre les pays, affectant de manière disproportionnée les enfants les plus vulnérables et leurs soignants dans des contextes fragiles et en développement.

La responsabilité est un principe central de la bonne gouvernance, y compris la gouvernance environnementale pour le changement climatique, car elle sert à prévenir ou à atténuer les impacts sociaux et environnementaux négatifs ainsi qu'à protéger contre les abus de pouvoir. La responsabilité guide les actions des détenteurs du pouvoir vers des résultats plus durables sur le plan social et environnemental en garantissant que les voix des citoyens et des personnes potentiellement affectées entrent dans le processus de prise de décision. Les citoyens peuvent être placés au centre des processus de redevabilité par le biais de la **redevabilité sociale**, c'est-à-dire « la voix des citoyens et les efforts d'action pour améliorer la performance du secteur public, souvent institutionnalisés dans des interfaces bidirectionnelles ». L'approche de responsabilité sociale de World Vision - Voix et Action Citoyennes (VAC) - est l'approche de responsabilité présentée dans ce guide fondamental. La VAC peut être appliquée au niveau local, sous-national, national et mondial pour promouvoir la responsabilité en vue de réduire les impacts du changement climatique et la promotion de pratiques de gestion environnementale progressives.

En mars 2021, World Vision a rejoint la [Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes](#), un appel à l'action pour protéger et restaurer les écosystèmes mondiaux d'ici 2030. Notre engagement envers la Décennie se reflète dans la [Politique de Gestion de l'Environnement](#), de WV, qui s'engage à relever les défis systémiques pour l'avenir du bien-être des enfants posé par la dégradation de l'environnement et le changement climatique, y compris par le biais du plaidoyer. Du point de vue du plaidoyer, la politique stipule que :

« World Vision croit que la réponse au changement climatique est une question de justice. La justice climatique représente l'interdépendance des droits humains, du développement et de l'action climatique. Nous considérons la justice climatique comme une approche qui place les enfants au centre de la crise climatique et apporte des solutions bonnes pour les personnes et la planète **en faisant respecter leur droit**. ... WV s'engage à renforcer **son engagement en matière de politique publique auprès des gouvernements**, des organisations internationales, des organisations confessionnelles, des réseaux et des donateurs pour faire face à l'impact des problèmes environnementaux et climatiques sur les enfants vulnérables. Nous fournirons **des preuves sur les progrès** (ou non) vers la réalisation des objectifs en matière d'environnement et de changement climatique, les **défis rencontrés et les opportunités** d'affiner davantage les politiques nationales et mondiales. ... **WV collaborera avec des initiatives locales et de base**, ainsi qu'avec des acteurs mondiaux engagés dans la sensibilisation et l'action sur l'environnement et le changement climatique pour plaider en faveur du développement durable et du bien-être durable des enfants ». 5

¹ Il s'agit d'un guide fondamental qui sera périodiquement revu, renforcé et mis à jour en un guide complémentaire complet conformément à la croissance des FO et à la pratique et à l'apprentissage mondiaux sur ce thème.

² Les documents de base de WV utilisent la gestion de l'environnement sur la base de nos valeurs fondamentales

³ Nuesiri, Emmanuel O. (2016), Responsabilité des acteurs puissants pour les résultats sociaux et environnementaux. Document conceptuel du NRGF. Gland, Suisse : UICN et CEESP.

⁴ Fox, Jonathan (2022), « Mots-clés de responsabilité ». Centre de recherche sur la responsabilité, Document de travail 11.

⁵ WVI (19 mars 2021), Politique de Gestion des Partenariats : Gestion de l'Environnement.

Ce guide aidera les FO à adapter la VAC de WV pour contribuer à : renforcer les engagements des communautés locales et des partenaires avec les gouvernements et les autres parties prenantes en matière de politique publique, y compris des preuves solides générées par les citoyens sur les progrès, les défis et les opportunités pour lutter contre le changement climatique et la gestion de l'environnement.

Partie 2. Adaptation VAC pour l'Action Climatique et la Gestion Environnementale

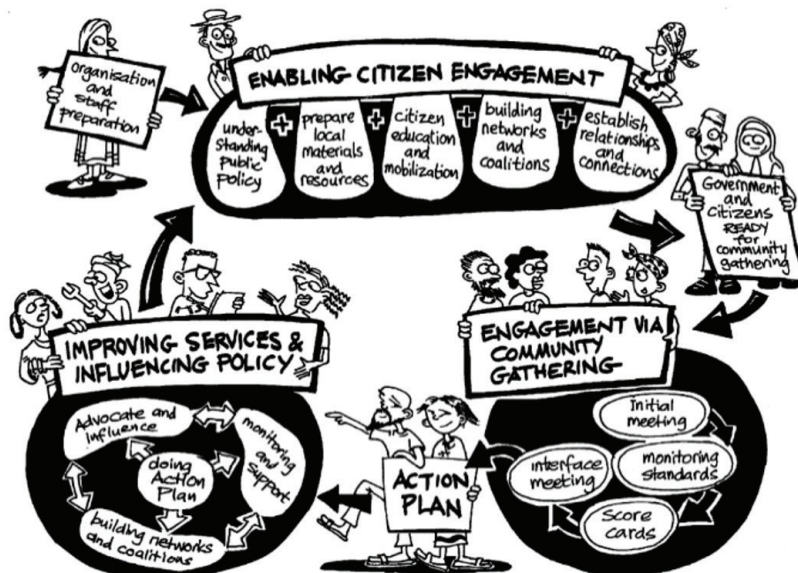
Voix et Action Citoyennes

WV promeut l'utilisation d'approches de responsabilité sociale, principalement Voix et Action Citoyennes (VAC), pour amener les communautés locales aux côtés des prestataires de services pour un dialogue constructif fondé sur des preuves et une action collective en vue d'améliorer considérablement la prestation et la qualité des services, et d'influencer les politiques publiques. L'approche VAC est conçue pour donner aux communautés - y compris les femmes et les jeunes - les moyens de tenir leurs gouvernements responsables des services promis, notamment les soins de santé, la gestion des déchets, l'éducation, la protection sociale et infantile, l'accès à l'eau potable et d'autres domaines qui ont un impact sur le bien être des enfants et de leurs familles. Depuis 2005, VAC a été mis en œuvre dans presque 50 pays et plus de 600 programmes.

Aperçu de l'approche VAC

VAC travaille d'abord en informant les citoyens de leurs droits, puis en les dotant d'un ensemble d'outils conçus pour leur donner les moyens de s'engager dans un plaidoyer local pour protéger et faire respecter ces droits.

Premièrement, les communautés apprennent les droits fondamentaux de l'homme et de l'enfant, et comment ces droits sont exprimés en vertu de la législation locale. Ensuite, les communautés travaillent en collaboration avec le gouvernement et les fournisseurs de services pour comparer la réalité aux propres engagements de leur gouvernement. Les communautés ont également la possibilité d'évaluer la performance du gouvernement par rapport à des critères qu'elles génèrent elles-mêmes.



Graphic 1. CVA Process Diagram

Enfin, les communautés travaillent avec d'autres parties prenantes pour influencer les décideurs afin d'améliorer les services, en utilisant un ensemble simple d'outils de plaidoyer. À mesure que les services gouvernementaux s'améliorent, le bien-être des enfants s'améliore également.

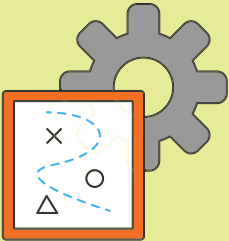

Voix et Action Citoyennes (VAC) peut être adaptée, mais pour être considérée comme VAC, le programme doit contenir tous les « éléments essentiels » de l'approche. Ceux-ci comprennent des éléments sur l'information, la voix, le dialogue et la responsabilité. (Notes d'orientation VAC 2021)



Programmes d'Action pour le Climat et de Gestion de l'Environnement Intégrant l'Utilisation de l'Approche VAC

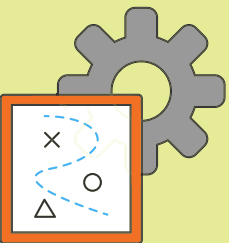
Cette section présente des exemples d'application réussie d'approches de responsabilité sociale dans la gestion environnementale et l'action climatique à partir de projets en Irlande, au Kenya, en Tanzanie et en Haïti. Les exemples incluent des pratiques prometteuses reproductibles et tirent des enseignements de la mise en œuvre de ces projets qui peuvent être envisagés pour être reproduits et étendus dans des contextes similaires, ainsi que d'un mélange de contextes fragiles/d'urgence et stables.



<p>PROGRAMME</p>	<p>Actions durables unissant la jeunesse tanzanienne et irlandaise (SAUTI-Youth) 2020-2023</p>
<p>OBJECTIFS ET APPROCHE DU PROGRAMME</p> 	<p>SAUTI est le mot swahili pour «voix». Le programme SAUTI-Youth est l'autonomisation des jeunes à être des voix fortes dans et pour leurs communautés et à surveiller les engagements du gouvernement en matière d'action climatique qui entraîneront les résultats du programme. Le SAUTI-Youth, financé par l'UE, est basé sur le modèle VAC. VAC fournit une méthodologie permettant aux jeunes de s'engager dans les structures gouvernementales locales, permettant une approche commune unissant les jeunes dans deux contextes différents en Afrique et en Europe.</p> <p>Le projet est un suivi dirigé par des jeunes des engagements des gouvernements locaux en matière d'action climatique. Les jeunes ont acquis les compétences nécessaires pour surveiller les engagements et les dépenses de leur gouvernement local en matière d'action climatique, et ils dialoguent avec les autorités locales afin qu'ils prennent des mesures innovantes pour relever localement ce défi mondial. Le projet comprend le déploiement de l'art, de plateformes numériques telles que les médias sociaux et de la technologie via une application mobile VAC SAUTI contextualisée.</p>
<p>PRATIQUES PROMETTEUSES ET LEÇONS⁶</p> 	<ul style="list-style-type: none"> • Travailler avec les jeunes : les enfants et les jeunes sont des parties prenantes importantes pour l'action climatique et participent activement au plaidoyer, aux actions nationales d'adaptation et d'atténuation et aux négociations internationales. Les avoir au cœur de ce projet est une pratique prometteuse compte tenu de leur passion et sachant qu'ils sont prêts à vivre les réalités futures des décisions environnementales prises aujourd'hui. • Orientation et éducation civique significatives pour les jeunes et sensibilisation de la communauté : en Tanzanie et en Irlande, les jeunes travaillant respectivement pour World Vision Tanzania (WVT) et Youth Work Ireland Galway ont signalé une sensibilisation accrue à leurs politiques publiques locales et nationales liées au climat. Cela fait suite à une orientation et à une formation importantes partagées avec eux dans le cadre de la phase « Permettre l'engagement des citoyens » du processus de VAC. En conséquence, les jeunes sont allés plus loin pour sensibiliser également d'autres personnes au sein de leurs communautés. • Exiger la responsabilité tout en investissant dans des moyens de subsistance durables : En Tanzanie, les jeunes SAUTI s'engagent activement auprès du gouvernement local en exigeant la responsabilité des actions climatiques tout en investissant également dans des entreprises durables. Grâce à des liens avec le gouvernement local, plusieurs groupes de jeunes dans le cadre du projet SAUTI-Youth ont pu accéder à un financement pour démarrer des entreprises durables telles que la création de pépinières d'arbres et d'entreprises apicoles. Ce n'est pas seulement une caractéristique forte qui contribue aux résultats du projet, mais un attribut qui est susceptible d'améliorer la durabilité du groupe VAC. • Inclusion des jeunes dans la prise de décision : la relation étroite que WVT a entretenue avec les autorités gouvernementales dans le district de Tanga a permis d'importantes réalisations précoces. Par exemple, notant que les comités environnementaux au niveau local sont légalement tenus d'inclure des jeunes dans leur composition, les jeunes impliqués dans le projet ont demandé avec succès leur inclusion dans les comités villageois de l'environnement. À Galway, les jeunes ont été impliqués dans des consultations sur le plan de développement de la ville de Galway 2023-2029 en donnant leurs points de vue et opinions sur la gestion de leur ville.

⁶ Tiré des documents du programme et des entretiens avec le personnel du projet

	<ul style="list-style-type: none"> • Investir dans l'établissement de la confiance avec le gouvernement local : Il est absolument crucial d'établir la confiance avec le gouvernement local, les administrateurs et les prestataires de services de première ligne pour favoriser une participation significative des jeunes à la gouvernance climatique locale. Une relation fondée sur la confiance peut faciliter l'accès à l'information, la transparence et promouvoir l'agence des jeunes et la participation aux cercles politiques invités. En Tanzanie, la relation de longue date entre WVT et les administrateurs du district de Tanga a permis aux jeunes de s'engager dans de multiples voies telles que l'accès au financement pour investir dans des entreprises durables, l'invitation à des processus d'élaboration de politiques publiques en cours dirigés par le Conseil national de gestion de l'environnement, et participation à divers comités villageois d'environnement et de développement. • Influencer les processus politiques aux niveaux national et mondial : en plus des engagements prometteurs des jeunes au niveau local pour influencer les actions climatiques à Galway, Handeni et Korogwe, une attention particulière devrait être accordée à la création d'opportunités pour les jeunes d'influencer l'élaboration des politiques au niveau national et mondial et processus de mise en œuvre. Par exemple, en 2021, les jeunes de Galway ont pu assister aux pourparlers de la COP26 où ils ont pu apporter des contributions substantielles. Ces plateformes d'engagement peuvent également contribuer à l'élaboration de politiques contextuelles et fondées sur des données probantes.
--	--

PROGRAMME	Gestion Intégrée des Ressources Naturelles pour la Résilience dans les Terres arides et semi-arides (IMARA) 2018–2021
OBJECTIFS ET APPROCHE DU PROGRAMME 	<p>Le projet IMARA contribue à la revitalisation et à la préservation des actifs des parcours au profit des générations actuelles et futures grâce à des moyens de subsistance diversifiés et à une gestion et une utilisation améliorées des ressources naturelles dans les terres arides et semi-arides du Kenya.</p> <p>Le projet IMARA comprend une approche basée sur les droits impliquant la facilitation de la culture de la participation publique et de la responsabilité sociale par le biais de VAC. Le programme a également renforcé les systèmes et structures de gouvernance pour la gestion durable des ressources naturelles (GRN) aux niveaux communautaire, départemental et national en améliorant la responsabilité sociale et la gouvernance des ressources naturelles au niveau local ; renforcer l'engagement sur l'examen et le développement des politiques, législations et stratégies de GRN ; et plaider pour une allocation budgétaire et un soutien technique accru pour les initiatives de GRN aux niveaux des comtés et nationaux. Au cours de la période de mise en œuvre du programme, IMARA a travaillé avec les communautés locales et les dirigeants communautaires pour établir et renforcer les capacités des groupes de VAC communautaires structurés qui ont approfondi le plaidoyer et le lobbying sur les questions de GRN aux niveaux de la communauté et du comté.</p>

PRATIQUES PROMETTEUSES ET LEÇONS ⁷



- **Renforcement des systèmes:** Une gouvernance solide des groupes de gestion des ressources naturelles et de l'environnement qui étaient activement impliqués dans le programme était la clé de la durabilité des bâtiments dans les initiatives de restauration et de responsabilisation. Le programme s'est concentré sur des formations complémentaires et des sessions de renforcement des capacités qui visaient délibérément à renforcer les structures et à promouvoir l'inclusivité. L'intégration de la dimension de genre et l'inclusion sociale. L'introduction d'incitations économiques telles que l'apiculture, l'écotourisme et la production de gommes et de résines aux groupes de Laisamis et de Laikipia dans les activités et les sites de restauration a largement contribué à assurer la durabilité et l'intensification de ce qui avait été réalisé jusqu'à présent.
- **Établir les fondations de la durabilité:** Une base solide pour l'efficacité et les fondations de la durabilité ont été établies grâce à des partenariats, notamment (1) en travaillant avec des institutions coutumières solides ; (2) large base de parties prenantes de soutien allant des acteurs étatiques et non étatiques ; (3) une bonne mise en réseau et une bonne collaboration avec les organismes gouvernementaux et de réglementation à l'intérieur et à l'extérieur des comtés de mise en œuvre ; (4) formation communautaire et transfert de compétences ; (5) l'appropriation communautaire et le développement des institutions locales, en mettant l'accent en particulier sur la promotion, la diversification et l'amélioration des moyens de subsistance alternatifs basés sur les écosystèmes (par exemple, par le développement du marché et la participation).
- **Renforcement des structures de gouvernance locale:** Le projet IMARA a étendu la formation et d'autres formes de renforcement des capacités et d'appui technique aux institutions et structures gouvernementales communautaires et locales. Le renforcement des structures de gouvernance locale a permis à davantage
- de parties prenantes de prendre des décisions nécessaires au succès à long terme des initiatives et d'avoir un réel engagement des acteurs de la redevabilité et des parties prenantes aux niveaux local, départemental et national.
- **Engagement fondé sur des données probantes et influence sur les politiques:** grâce à des forums d'engagement communautaire, les groupes VAC ont identifié plusieurs problèmes clés de GRN affectant négativement le secteur dans les comtés, et ils ont poursuivi le dialogue avec les principaux décideurs pour prendre des mesures afin de résoudre ces problèmes. Par conséquent, des plans d'action ont été élaborés pour responsabiliser les décideurs afin d'assurer la mise en œuvre des actions prioritaires convenues. Les groupes VAC ont également plaidé avec succès pour des réformes accrues de la gestion des finances publiques qui ont abouti à une augmentation de l'allocation budgétaire au secteur de la GRN et à l'introduction/formulation de politiques pertinentes de GRN.

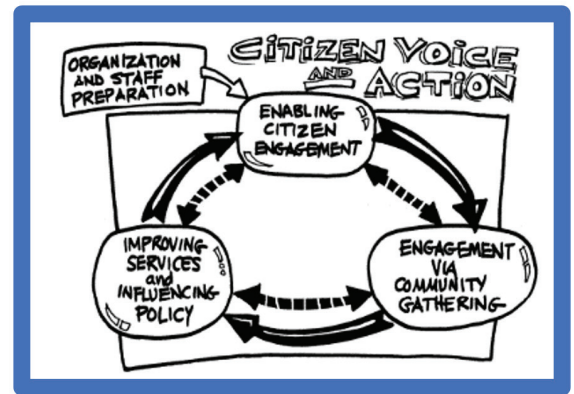
⁷ Tiré d'entretiens avec le personnel du projet et d'examen du rapport annuel 2021.

PROGRAMME	Systèmes et structures en Haïti Promouvoir une société juste et équitable (2011)
OBJECTIFS ET APPROCHE DU PROGRAMME	<p>Le gouvernement national et local et la société civile travaillent ensemble pour relever les défis de développement du pays et de leurs communautés, en particulier sur la prestation efficace du PARND (Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement National) et la décentralisation de la prestation de services du gouvernement d'Haïti (GoH) après le tremblement de terre dévastateur de 2010 en Haïti.</p>
PRATIQUES PROMETTEUSES ET LEÇONS ⁸ 	<ul style="list-style-type: none"> • Partenariats pour le plaidoyer: Au niveau national, WV, en partenariat avec d'autres agences, a plaidé avec succès pour des engagements de ressources spécifiques par le GoH aux unités gouvernementales régionales et locales. Ces engagements de ressources ont été publiés et ont été suivis et contrôlés par la société civile pendant la période de redressement. WV a travaillé avec des organisations de la société civile (OSC) et des organisations confessionnelles (OC), ainsi qu'avec d'autres organisations partenaires au sein des programmes de zone et des camps de personnes déplacées internes (PDI) pour amplifier la voix de la communauté et s'assurer qu'elles font partie des processus de planification et de mise en œuvre des gouvernements nationaux et locaux. • Renforcement des capacités du gouvernement local: WV a fourni un appui technique au gouvernement local pour la coordination, la planification et le suivi des plans et activités de développement grâce à la formation des responsables locaux et de leurs administrateurs principaux sur l'administration, la budgétisation, la fiscalité et la communication avec les citoyens. • Accès à l'information et participation citoyenne: WV a distribué des versions simplifiées du PARND et du plan d'action national de préparation aux catastrophes aux citoyens et aux élus locaux pour s'assurer qu'ils comprenaient et pouvaient articuler la politique de relèvement du gouvernement et les positions administratives. WV a également convoqué plusieurs réunions communautaires de style mairie où les questions prioritaires de la communauté relatives à la transparence et à la responsabilité dans la prestation de services ont été discutées et soulevées. • Influence sur les politiques fondée sur des preuves: WV a utilisé des preuves provenant des communautés, sur la base des résultats de la mise en œuvre des VAC, pour faire pression sur le gouvernement haïtien afin d'améliorer les politiques et l'allocation budgétaire sur les questions soulevées par les communautés et les enfants. WV a également suivi progressivement la mise en œuvre des activités par le gouvernement local grâce au suivi budgétaire et à l'application continue de l'approche VAC. Plusieurs notes d'orientation contenant diverses recommandations ont également été publiées et utilisées pour engager les décideurs politiques dans des réunions de lobbying • Inclusion et autonomisation des femmes, des jeunes et des enfant: une formation sur les VAC a été dispensée aux communautés, garantissant l'implication des femmes et des jeunes. Les femmes et les jeunes ont également été autonomisés grâce à l'éducation civique sur les dispositions du PARDN, la participation aux élections nationales et le processus démocratique. Pour assurer une participation efficace des enfants aux processus de relèvement et de développement, WV a entrepris une analyse des mécanismes formels existants de participation des enfants des partenaires des Nations Unies, du gouvernement haïtien et de la Commission intérimaire de l'époque - en identifiant les opportunités et les obstacles à une participation significative des enfants aux processus de développement et de relèvement. Par conséquent, WV a proposé des recommandations pour la création, le développement et la mise en œuvre de divers mécanismes de participation des enfants.

⁸ Tiré des documents du programme.

Partie 3. VAC pour l'action climatique : Considérations d'Intégration

Cette section fournit d'autres considérations lorsque l'on cherche à intégrer les trois phases de l'approche VAC dans les programmes d'action pour le climat. Les informations présentées ici s'appuient sur les enseignements tirés des programmes phares mis en évidence dans la section précédente ci-dessus et sur d'autres expériences d'adaptation des VAC

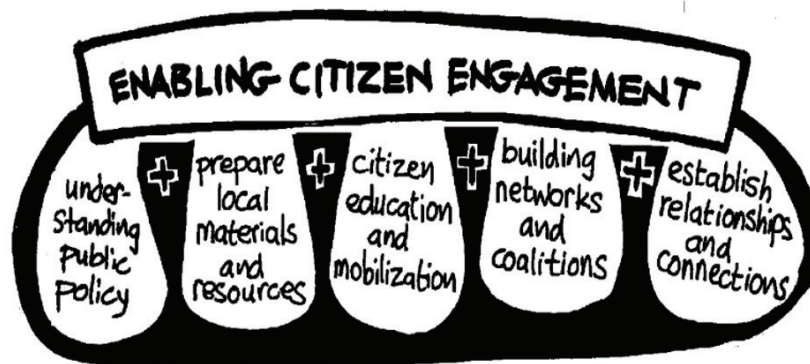


Graphic 2. CVA Process Diagram

VAC Phase 1 : Faciliter l'engagement des citoyens

L'objectif de cette phase est de préparer suffisamment la communauté à s'engager de manière productive et positive avec les fournisseurs de services et le gouvernement. Permettre l'engagement des citoyens est la première phase de base essentielle pour la mise en œuvre de VAC. Il fournit aux parties prenantes des informations et des outils et crée un environnement positif où les citoyens peuvent discuter ouvertement des problèmes ensemble et demander des comptes pour une meilleure prestation de services.⁹

Les bureaux doivent remplir les processus suivants pour préparer suffisamment la communauté à s'engager avec le gouvernement et les fournisseurs de services:



Graphic 3. CVA Process Diagram

Analyse de contexte

La première étape vers la compréhension du contexte local devrait être de s'assurer que le personnel et les partenaires de WV comprennent le récit et la réalité locaux sur ce qui est considéré/constitue le changement climatique et la gestion de l'environnement et ses impacts. Ils doivent explorer les terminologies et descriptions locales utilisées, comprendre les éventuels efforts locaux d'adaptation et d'atténuation, et identifier les goulots d'étranglement à l'engagement communautaire sur l'action climatique et les préoccupations de gestion environnementale, la prestation de services et l'influence sur les politiques.

Dans le même ordre d'idées, il est important de comprendre le contexte politico-économique dans lequel l'intervention en faveur de l'action climatique et de la gestion de l'environnement est mise en œuvre. Cela impliquera d'entreprendre une analyse détaillée des parties prenantes (y compris la capacité, les motivations et les contraintes des parties prenantes) et de comprendre la dynamique de participation communautaire (par exemple, qui sont traditionnellement discriminés et exclus des plateformes de prise de décision telles que les comités environnementaux locaux). [Le Guide d'analyse de l'économie politique appliquée et la section 4.2 Évaluation du contexte local des Notes d'orientation et du Guide de terrain de la VAC fournissent plus de détails pour entreprendre ce processus.](#) provides more detail to undertake this process.

⁹ WWI (2021), CVA Guidance Notes.

Comprendre la Politique Publique

La compréhension des dispositions de politique publique relatives au problème du changement climatique et à la gestion de l'environnement dans ce contexte doit être entreprise dans le cadre de la première phase de la VAC. En consultation avec les communautés locales, WV et ses partenaires doivent identifier les principales préoccupations, problèmes et défis en matière de gestion de l'environnement et de changement climatique au niveau local qui nécessiteraient des solutions d'action collective. Celles-ci peuvent inclure des actions aussi diverses que la création d'aires protégées, le reverdissement et le reboisement, la gestion des sources d'eau, la limitation des récoltes, la gestion des déchets, la réduction des activités nuisibles à l'environnement ou de la pollution, la création de jardins communautaires, la restauration des zones dégradées, la gestion des ruptures de stock de poisson ou l'utilisation de produits agricoles plus durables..

Une fois que le ou les problèmes principaux ont été classés par ordre de priorité, il est important d'identifier et de cartographier les cadres politiques et législatifs clés et les structures administratives qui régissent le problème identifié de gestion de l'environnement et de changement climatique. Il est probable que plusieurs politiques et cadres législatifs puissent s'appliquer au sujet de préoccupation. Examinez les législations parlementaires, les politiques gouvernementales et les documents stratégiques tels que les contributions déterminées au niveau national et les plans nationaux d'adaptation, les ordonnances et règlements des gouvernements locaux et d'autres publications gouvernementales officielles pertinentes pour identifier ceux-ci. En outre, examiner les systèmes des institutions - y compris les organisations formelles et informelles - pour comprendre les acteurs, les processus décisionnels et structurels liés au changement climatique et à la gestion de l'environnement. Par exemple, dans le programme SAUTI-Youth, WV a entrepris un examen détaillé des politiques régissant la participation des jeunes et la GRN afin d'identifier les principales dispositions politiques qui favorisent la participation des jeunes à la gestion de l'environnement:

- accès à l'eau potable pour usage domestique et/ou irrigation
- agroforesterie ou reverdissement pour prévenir l'érosion des sols
- élimination et gestion des déchets
- réduction de la dépendance à l'égard des ressources naturelles (par exemple, pour les moyens de subsistance, les tâches ménagères) grâce à l'adoption de technologies et de pratiques d'économie d'énergie
- politiques et directives de pêche
- gestion des ressources en eau
- accès aux services de vulgarisation
- protection des lits des rivières et gestion des sources d'eau.


En plus de décrire les principaux engagements et normes du gouvernement, ces documents de politique publique sont susceptibles d'aider à identifier les prestataires de services pertinents pour le problème faisant l'objet d'un suivi dans le cadre de l'approche VAC.

Identification des Normes de Surveillance

L'examen des divers documents gouvernementaux permettra d'identifier des engagements spécifiques, dans la mesure du possible, avec des cibles sur les sujets de préoccupation. Voir exemple ci-dessous.

¹⁰ [Plan d'Action National sur le Changement Climatique du Kenya 2018](#)

¹⁰ Extracted from the Kenya National Climate Change Action Plan 2018 – 2022.

 Les problèmes de redevabilité peuvent être identifiés dans l'un des huit domaines de travail de WV sur l'environnement et l'action climatique



Natural resource management (NRM)



Agroforestry and Farmer Managed Natural Regeneration (FMNR)



Climate-smart agriculture (conservation agriculture/agro-ecological approaches)



Community-based disaster risk management



Integrated water resource management



Climate empowerment through environment and climate change education



Waste management



Energy-efficient technologies

Source: *Environmental and Climate Action: Investing in Sustainable Outcomes for Children*, 2022.

Priorité Changement Climatique : Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

OBJECTIF	ACTIONS	ENGAGEMENTS
<p>Accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle en améliorant la productivité et la résilience des systèmes agricoles d'une manière aussi sobre en carbone que possible.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Améliorer la productivité des cultures grâce à la mise en œuvre d'actions intelligentes face au climat. 2. Améliorer la productivité des cultures en augmentant la superficie sous irrigation efficace. 3. Accroître la productivité du secteur de l'élevage grâce à la mise en œuvre d'actions intelligentes face au climat. 4. Améliorer la productivité du secteur de la pêche grâce à la mise en œuvre d'actions intelligentes face au climat. 5. Diversifier les moyens de subsistance pour s'adapter au changement climatique. 	<p>Adaptation – production maintenue ou accrue et résilience accrue des systèmes agricoles grâce à la diversification des moyens de subsistance et des cultures, à l'augmentation de la collecte et du stockage de l'eau, à l'augmentation de l'irrigation, à la gestion durable des terres, à la réduction des pertes après récolte et à la souscription d'assurances.</p> <p>Atténuation – émissions de gaz à effet de serre de 2,61 MtCO₂ e d'ici 2022 grâce à l'agroforesterie, aux systèmes de travail minimum du sol, à la gestion du fumier et à l'efficacité de la gestion du bétail.</p> <p>Développement durable – amélioration de la productivité de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ; une sécurité alimentaire et hydrique accrue ; l'amélioration des revenus et des moyens de subsistance des pasteurs, des petits exploitants agricoles et des communautés de pêcheurs ; une meilleure santé avec plus d'aliments sains disponibles ; et une meilleure gestion des écosystèmes et de leur biodiversité.</p>



TAKE NOTE: Dans de nombreux cas, les documents de politique publique peuvent fournir des engagements et des normes généraux. Des normes de surveillance détaillées et spécifiques peuvent ne pas être accessibles au public ou peuvent être conservées par des fournisseurs de services locaux. Ce sont ces engagements et normes détaillés qui importent le plus pour VAC. WV et les groupes de facilitation VAC doivent travailler en étroite collaboration avec les prestataires de services de première ligne pour déterminer les normes de surveillance pertinentes qui peuvent être applicables à l'action climatique et à la gestion environnementale.

Éducation et Mobilisation Communautaires

Une fois les normes pertinentes identifiées, WV doit travailler avec les équipes de facilitation des VAC et les prestataires de services pour s'assurer que les dispositions applicables de ces cadres politiques et législatifs sont simplifiées pour être utilisées dans l'éducation civique et la sensibilisation. Cela peut également inclure la traduction des dispositions pertinentes dans les langues locales. Par la suite, WV devrait guider les équipes de facilitation des VAC pour qu'elles entreprennent une éducation civique afin de sensibiliser la communauté et de la faire connaître à l'étendue du problème du changement climatique ou de la gestion de l'environnement, de ses conséquences et des impacts possibles sur l'environnement et les moyens de subsistance. L'éducation communautaire devrait également inclure l'information des communautés sur les normes et obligations spécifiques de politique publique applicables au problème identifié.

[Section 6.4 des Notes d'Orientation et du Guide de Terrain VAC](#) fournit plus de détails pour entreprendre ce processus efficacement.

Établir des Réseaux, des Connexions et des Relations

Les acteurs de la gestion environnementale et de la responsabilité et du plaidoyer en matière d'action climatique peuvent être des individus, des groupes ou des réseaux d'acteurs. Si WV ne travaille pas déjà avec ces acteurs, il est important que WV établisse des liens et des relations de travail avec eux. Ces partenaires peuvent être des individus, des groupes et des communautés influents, des prestataires de services de première ligne, des responsables et départements du gouvernement local, des OSC et des donateurs. La valeur de cela peut être vue dans la pratique prometteuse d'Haïti, dans laquelle WV a travaillé avec des OSC et des organisations confessionnelles, ainsi qu'avec d'autres organisations partenaires dans les AP et les camps de personnes déplacées pour amplifier la voix de la communauté et s'assurer qu'elles font partie de la planification du gouvernement national et local et les processus de mise en œuvre.

[Section 6.0 des Notes d'Orientation et du Guide de Terrain VAC](#) fournit plus de détails pour entreprendre ce processus efficacement.



NOTER: Les acteurs impliqués dans les différentes actions de gestion du changement climatique et de l'environnement dépendent largement de l'ampleur et de la complexité du problème. Dans de nombreux cas, la plupart des actions impliqueront des réseaux hybrides ou des partenariats multipartites qui incluent des communautés, des agences publiques et des OSC. Le personnel technique de plaidoyer national de WV doit être consulté pour identifier les partenaires et parties prenantes appropriés avec lesquels s'engager.

CVA Phase 2 : Engagement via le Rassemblement Communautaire

Le rassemblement communautaire est le cœur et l'âme de VAC. Ce sont les processus participatifs qui rassemblent les parties prenantes pour évaluer la qualité de leurs services publics et identifier les moyens d'améliorer leur prestation. Cela impliquera la participation de la communauté, des prestataires de services et des décideurs aux normes de surveillance, aux tableaux de bord communautaires et aux sessions d'interface. [Section 7 des Notes d'Orientation 2021](#) fournit plus de détails sur le processus de rassemblement communautaire.

Contrairement aux processus de rassemblement communautaire basés sur des installations qui peuvent avoir lieu dans une installation telle qu'une clinique et une école, les processus de rassemblement communautaire pour l'action climatique et la gestion de l'environnement peuvent ne pas être liés à des installations statiques. L'équipe de facilitation du VAC doit donc s'assurer que les lieux sélectionnés pour les sessions sont les plus appropriés et les plus pratiques pour les membres de la communauté et les autres parties prenantes.



Graphique 4. CVA Process Diagram

L'égalité des sexes et l'inclusion sociale (GESI) sont importantes dans la VAC. Les femmes et les filles, ainsi que les personnes handicapées (PH) peuvent avoir des besoins différents tout au long du processus de VAC. [La section 4. Genre, Handicap et Inclusion dans les Notes d'Orientation et le Guide de Terrain du VAC](#) fournit plus de détails pour assurer l'inclusion la plus large possible des participants par le biais de groupes de discussion par âge et désagrégés destinés à encourager la participation des personnes les plus vulnérables, y compris les femmes, les enfants, les groupes ethniques et les autres minorités et les personnes handicapées. Le personnel des animateurs de WV doit également tenir compte des éléments suivants pour les différents

aspects du processus de rassemblement communautaire :

Surveillance du Processus des Normes

Veiller à ce que les groupes communautaires sélectionnent des normes et des indicateurs pertinents pour le suivi. Les preuves de la longue expérience de WV dans la mise en œuvre des VAC indiquent que les processus de VAC sont susceptibles d'être plus efficaces et durables lorsque les normes et les indicateurs qui sont suivis sont sélectionnés par des groupes communautaires. Cela pourrait être un peu difficile au début car la gestion de l'environnement peut encore être un domaine assez peu familier pour leur engagement. Par conséquent, une attention suffisante doit être accordée pour s'assurer que les communautés comprennent les problèmes et que leur contribution aide à déterminer l'action climatique prioritaire et les normes de gestion environnementale pour le suivi des VAC.

Le tableau ci-dessous donne un exemple de normes de surveillance (MS). Les lignes préremplies fournissent des exemples des types de normes qui pourraient survenir et des résultats possibles.

EXAMPLE: MONITORING STANDARDS ¹¹			
CONTRIBUTION	LA NORME	RÉEL	REMARQUES et COMMENTAIRES
Inspecteurs de l'environnement et agents de vulgarisation	2 inspecteurs disponibles dans chaque village	1 inspecteur environnement a été déployé pour desservir 3 villages	Les inspecteurs en environnement actuels sont surchargés et donc incapables de servir efficacement la communauté
Comités environnementaux communautaires	1 comité de gestion environnementale mis en place dans chaque village		
Composition des commissions environnementales	Président + 4 membres représentant les jeunes, les femmes, l'association des agriculteurs et les personnes handicapées		
Réunions du comité environnemental	Deux réunions par mois		
Budget départemental	Au moins 10 % alloués à l'atténuation du changement climatique		

Parallèlement aux résultats des tableaux de bord, les conclusions du MS sont partagées lors de la réunion d'interface qui sera décrite plus loin dans le document.






Processus de Tableau de bord communautaire: Pour le processus des tableaux de bord, il est important de regrouper les participants dans des groupes de discussion appropriés (FGD) qui sont pertinents pour leurs domaines d'intérêt et offrent un espace sûr pour leur engagement. Il est important que la composition des groupes de discussion ne compromette pas la capacité des personnes interrogées à s'exprimer librement et ouvertement sur les questions faisant l'objet du suivi. Par exemple, en raison de certaines sensibilités communautaires, il pourrait être utile de créer des groupes de discussion distincts pour les agricultrices, les propriétaires fonciers, les jeunes, les agents de vulgarisation, etc.

Le tableau de bord comprend des « mesures de performance » identifiées par le groupe lui-même et peut

¹¹ Revised and adapted from SAUTI Youth project, WV Ireland and WV Tanzania.

également inclure des « mesures de performance données » au groupe sur des questions sur lesquelles WV ou le gouvernement peuvent souhaiter des commentaires dans toutes les communautés qui entreprennent des VAC pour la gestion environnementale et l'action climatique. Tous les membres du groupe de discussion voteront pour évaluer leur satisfaction par rapport à chacune des mesures identifiées (voir [les notes d'orientation du VAC](#) pour une description complète du processus de tableau de bord).

Le tableau ci-dessous fournit un exemple de tableau de bord communautaire (CSC) avec des informations pré-remplies pour illustrer l'utilisation de l'outil.

EXEMPLE : TABLEAU DE BORD COMMUNAUTAIRE							
MESURE PERFORMANCE						REMARQUES	RECOMMANDATIONS
Satisfaction de la communauté à l'égard des services rendus par les agents de vulgarisation et les inspecteurs de l'environnement	✓✓ ✓✓ ✓	✓✓				Les agents de vulgarisation ne visitent pas les communautés aussi souvent que prévu Les agents de vulgarisation manquent de moyens de transport en raison d'une panne de moto Les agents de vulgarisation facturent souvent des frais arbitraires pour la prestation de services	Le gouvernement local veille à ce que les agents de vulgarisation soient suffisamment facilités pour visiter les communautés deux fois par semaine, comme recommandé Bureau/Agent de district de l'agriculture pour fournir des éclaircissements sur les frais applicables pour les services de vulgarisation
Participation des jeunes à la prise de décision autour de la gestion de l'environnement au niveau du village							
Participation des femmes à la prise de décision concernant la gestion de l'environnement au niveau du village							
Sensibilisation des membres de la communauté aux politiques, lois et législations existantes sur le changement climatique							
Adhésion de la communauté aux règlements d'utilisation et de gestion des terres							
MESURE DE RENDEMENT DONNÉE							
Investissement du gouvernement local dans des approches participatives sensibles au genre (par exemple, écoles d'agriculture de terrain)							

La Réunion de l'Interface Communautaire et le Plan d'Action

Après la collecte et la collation des preuves issues du suivi communautaire des engagements en matière d'action climatique et de gestion de l'environnement et de la prestation de services par le biais du MS et du CSC, la communauté se réunit lors d'une réunion d'interface. Cette réunion rassemble des utilisateurs de services/membres de la communauté, des prestataires de services ou d'autres responsables locaux, ainsi que des décideurs clés du gouvernement local. La réunion d'interface comprendra des présentations publiques de la MS ainsi que les perceptions et les expériences de la communauté à partir du processus du CSC. L'interface permettra aux parties prenantes présentes d'engager un dialogue constructif et d'élaborer publiquement un plan d'action collectif pour répondre aux enjeux prioritaires convenus. Les actions convenues fournissent les engagements en vue d'améliorer la prestation des services de gestion du changement climatique et de l'environnement. Le plan d'action peut également identifier d'autres problèmes qui pourraient nécessiter des efforts et des campagnes de plaidoyer intégrés.

Le tableau ci-dessous donne un exemple de plan d'action qui ressort de la réunion d'interface du rassemblement communautaire.

EXEMPLE : PLAN D'ACTION				
ACTION	QUI EST RESPONSABLE	QUAND	RESSOURCES/ SOUS-ACTIVITÉS	QUI SURVEILLE ET FOURNIT DES COMMENTAIRES
Recrutement de 5 inspecteurs environnementaux et agents de vulgarisation supplémentaires pour les villages de Kira, Sera, Pira et Lima	Officier régional de l'environnement (DEO)	Déc 2022	Le groupe VAC écrit une lettre officielle soulevant les défis actuels au bureau provincial Le DEO inclura de nouveaux plans de recrutement dans la prochaine révision budgétaire transmise à la province	Le chef de groupe VAC doit constamment communiquer et faire le suivi avec DEO au besoin



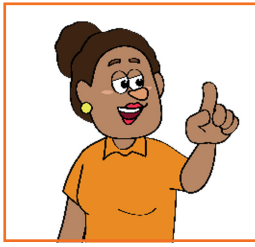
À NOTER : Les jeunes peuvent être des acteurs clés et des catalyseurs de la VAC pour la gestion environnementale et l'action climatique. Comme indiqué [dans la position politique d'action climatique de WV](#), WV s'engage à autonomiser les filles et les garçons en tant qu'agents de changement et à veiller à ce que leur participation active et leurs opinions soient reflétées dans la prise de décision sur l'action climatique aux niveaux local, national et mondial. Les enfants et les jeunes doivent disposer de l'espace significatif et approprié, des outils, des compétences et des connaissances nécessaires pour influencer les processus de prise de décision sur les questions qui les intéressent - y compris à travers les phases de VAC comme on le voit dans le projet SAUTI-Youth. Pour plus de détails, veuillez vous référer aux [Meilleures pratiques pour la participation des enfants et des jeunes dans VAC.](#)

VAC Phase 3 : Améliorer les Services et Influencer les

Alors que certains problèmes d'action climatique et de gestion de l'environnement peuvent être résolus au niveau local ou par une action collective (par exemple, l'application des directives sur le pâturage du bétail et l'élimination des déchets), la complexité et la nature systémique d'autres problèmes (par exemple, le recrutement d'agents de vulgarisation) peuvent nécessiter un plaidoyer de plus haut niveau aux niveaux provincial et national afin de s'assurer que ces préoccupations se retrouvent finalement sur les plates-formes d'élaboration des programmes d'élaboration des politiques telles que les législatures nationales. C'est de cela qu'il s'agit dans la troisième phase de VAC – améliorer les services et influencer les politiques. WV et ses partenaires peuvent être tenus de poursuivre un plaidoyer fondé sur des preuves pour atteindre les objectifs des plans d'action tels que:



- pour l'allocation de ressources humaines, matérielles et financières aux actions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique (par exemple, suffisamment d'agents de vulgarisation agricole pour soutenir l'agroforesterie)
- pour l'amélioration des mécanismes et des plans de prestation de services pour les préoccupations pertinentes en matière de changement climatique et de gestion de l'environnement telles que la replantation d'arbres, la réduction des activités nuisibles ou de la pollution, la création de jardins communautaires, la restauration des zones dégradées
- pour renforcer l'environnement politique et législatif habilitant à intégrer la participation des enfants, des jeunes, des filles, des femmes et des personnes les plus vulnérables à la gestion de l'environnement, l'accès à des données transparentes sur les questions d'environnement et de changement climatique, etc.
- pour une nouvelle politique qui comble les lacunes qui ont été identifiées par le suivi communautaire.



La Base de données VAC: Le processus VAC génère des volumes de données générées par les citoyens grâce au processus de tableaux de bord communautaires et au suivi des normes de service. La base de données VAC est un système basé sur le cloud qui permet d'agrégier et d'analyser ces données pour aider à informer les niveaux supérieurs de dialogue et d'action collective dans le cadre de la phase trois du processus VAC. Les données agrégées et analysées ont aidé les parties prenantes à relier les réalités locales au dialogue infranational et national. Si la VAC pour l'action climatique et la gestion environnementale est mise en œuvre à une échelle appropriée, il sera possible de générer suffisamment de données pouvant être utilisées pour discerner un modèle de prestation de services et d'échecs d'engagement, ainsi que pour recommander une réponse politique en tant que solution appropriée aux défis systèmes du changement climatique et de la gestion de l'environnement.



EXEMPLE : INFLUENCER LES POLITIQUES

Le programme Gestion intégrée des ressources naturelles pour la résilience dans les terres arides et semi-arides (IMARA) au Kenya a travaillé avec les communautés locales et les dirigeants communautaires pour établir et renforcer la capacité des groupes structurés de responsabilité sociale communautaire/VAC qui ont approfondi le plaidoyer et le lobbying sur les questions de GRN aux niveaux de la communauté et du comté. Grâce à des forums d'engagement communautaire continus, les groupes ont identifié plusieurs problèmes clés de GRN ayant un impact négatif sur le secteur dans plusieurs comtés. Les groupes VAC ont engagé avec succès un dialogue avec les principaux décideurs pour prendre des mesures pour résoudre les problèmes de GRN par le biais de réunions d'interface qui ont conduit à l'élaboration de plans d'action pour tenir les décideurs et les communautés responsables de la mise en œuvre des actions prioritaires convenues. D'autres défis systémiques ont été relevés en incitant les gouvernements locaux des comtés à allouer des ressources par le biais du processus de gestion des finances publiques. En outre, les groupes VAC travaillant avec d'autres partenaires ont également influencé les gouvernements des comtés pour introduire de nouvelles politiques de gestion des ressources naturelles, notamment : la politique de RGN, le Projet de Loi sur le Fonds pour le Changement Climatique, le Plan d'Action pour l'Environnement du Comté, le Plan de Gestion des Espèces Envahissantes, le Projet de Loi sur les Parcs à Bétail, le Projet de Loi sur les Gommages et les Résines, le Projet de Loi sur la Récolte de Sable et le Projet de Loi sur le Fonds pour le Changement Climatique.

Le processus VAC est un cycle et les processus sont périodiquement répétés, avec de nouvelles priorités émergent et tous les éléments d'action manqués soulevés et priorisés de nouveau. VAC s'accompagne d'une solide base de preuves qui démontre son efficacité et effectivité dans différents secteurs. Au fur et à mesure que la pratique se développera, ces notes d'orientation seront mises à jour périodiquement avec de nouvelles preuves et leçons tirées de son application pour faire face au changement climatique et à la gestion de l'environnement. Pour nous aider à le faire, veuillez utiliser les contacts ci-dessous pour partager votre expérience et vos leçons dans l'utilisation de ces notes pratiques et l'application de VAC pour l'action climatique et la gestion environnementale.

Pour plus d'informations, contactez:
 Sarah Onduko-Obiri, Conseillère en Gouvernance et Responsabilité Sociale, WVI (sarah_onduko-obiri@wvi.org) ou
 Besinati Mpepo, Directeur Technique Responsabilité Sociale, WVI (besinati_mpepo@wvi.org).

Résumé : Considérations relatives à l'Intégration de la VAC pour l'action climatique et la gestion de l'environnement

Phase VAC	Considérations d'intégration
<p>Phase 1 - Permettre l'engagement des citoyens</p> <p>Les communautés démontrent leur connaissance des droits et des normes en matière d'action climatique et d'engagements en matière de gestion de l'environnement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse du contexte (niveau national et local) : analyser et examiner tous les dispositifs de gouvernance, y compris les systèmes d'institutions (c'est-à-dire les lois et les politiques, les organisations formelles et informelles), les processus de prise de décision et les processus structurels liés au pouvoir et à la politique sur la gestion de l'environnement et l'action climatique (par exemple, la discrimination, les allocations budgétaires, l'exclusion de la prise de décision), et les acteurs et leurs capacités, motivations et contraintes. - En consultation avec les communautés locales, identifier les principales préoccupations, problèmes et défis en matière de gestion de l'environnement et de changement climatique au niveau local qui nécessiteraient des solutions d'action collective (par exemple, l'élimination des déchets, la déforestation, etc.). - Sensibiliser la communauté et faire connaître l'étendue du problème, ses conséquences et les impacts possibles sur l'environnement, les moyens de subsistance, le changement climatique, etc. - Identifier les principaux cadres politiques et législatifs et les mécanismes de gouvernance qui régissent la préoccupation et le problème identifiés en matière de gestion de l'environnement et de changement climatique. Il est probable que plusieurs politiques et cadres législatifs s'appliquent au sujet de préoccupation. - Simplifier les dispositions pertinentes de ces cadres politiques et législatifs pour les utiliser dans l'éducation civique et la sensibilisation. - Adoptez une approche d'éducation civique et de sensibilisation communautaire adaptée à votre contexte. Ceux-ci peuvent inclure des brochures, des affiches, des calendriers muraux, des panneaux d'affichage, des publicités (affichées sur les véhicules de transport en commun, par exemple), des peintures murales, des radios communautaires, etc.
<p>Phase 2 - Engagement via le rassemblement communautaire</p> <p>Les citoyens et l'État (prestataires de services/responsables gouvernementaux) agissent sur les engagements en matière d'action climatique et de gestion de l'environnement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Réunir les parties prenantes pour évaluer l'état des services publics de gestion de l'environnement et du changement climatique et identifier les moyens d'améliorer leur prestation. Cela impliquera la communauté, les groupes axés sur l'environnement, les OSC, les chefs religieux et les institutions, les prestataires de services et les décideurs. - Être intentionnel pour assurer la représentation des groupes vulnérables, les femmes, les filles et les personnes handicapées, et une participation suffisante et significative des enfants. Dans certains pays, comme la Tanzanie, les politiques ont souligné que les jeunes devraient être impliqués. - Identifier et se mettre d'accord sur le processus standard de suivi : S'assurer que les groupes communautaires sélectionnent des normes et des indicateurs pertinents pour le suivi. Élaborer des plans d'action qui favorisent l'engagement dans des actions et des initiatives locales de gestion de l'environnement (par exemple, la participation aux normes de surveillance, aux tableaux de bord communautaires et aux sessions d'interface). - Coordonner et assurer une participation active lors de la conduite du processus de fiche d'évaluation communautaire par le biais de rassemblements communautaires. Pour le processus des fiches d'évaluation, il est important de regrouper les participants dans des discussions de groupe appropriées qui correspondent à leurs domaines d'intérêt et de fournir un espace sûr pour leur engagement. - Créer une opportunité pour les commentaires des citoyens par le biais d'une réunion d'interface communautaire et d'un plan d'action. Lors de la collecte et de la collation des preuves issues de la surveillance communautaire des engagements en matière de changement climatique et de gestion de l'environnement et de la prestation de services par le biais du MS et du CSC, la communauté se réunit lors d'une réunion d'interface réunissant les utilisateurs de services/membres de la communauté, les prestataires de services ou d'autres responsables locaux, et les principaux décideurs des gouvernements locaux.
<p>Phase 3 - Influencer</p> <p>Commentaires de la communauté utilisés dans les activités/événements/documents de plaidoyer sous-nationaux et nationaux</p> <p>Amélioration des engagements/services en matière d'action pour le climat et de gestion de l'environnement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Plaider pour l'allocation de ressources humaines, matérielles et financières suffisantes aux actions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique (par exemple, la disponibilité d'un nombre suffisant d'agents de vulgarisation agricole pour soutenir l'agroforesterie). - Améliorer les mécanismes et les dispositions de prestation de services pour les préoccupations pertinentes en matière de gestion de l'environnement et de changement climatique telles que la replantation d'arbres, la réduction des activités nuisibles ou de la pollution, la création de jardins communautaires, la restauration des zones dégradées, etc. - Plaider pour renforcer l'environnement politique et législatif favorable à l'intégration de la gestion de l'environnement, de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique dans les plans sectoriels pertinents, les stratégies des gouvernements locaux et nationaux, les plans de développement, etc. - En s'appuyant sur les preuves des tableaux de bord communautaires, les audits sociaux et l'interface communautaire plaident en faveur de changements de politiques et de pratiques aux niveaux local, infranational, national, régional et mondial. La base de données VAC offre la possibilité d'agréger les données de différents pays, créant ainsi des preuves solides pour le plaidoyer.